L'appréciation de la perspective de la révolution mondiale et de notre tactique dépendront dans une large mesure de la discussion préalable des cinq problèmes énumérés plus haut. Ils constituent la base indispensable quand on veut aborder des problèmes tactiques d'ordre général, tels que nationalisations par les gouvernements bourgeois, mots d'ordre démocratiques et de transition et mots d'ordre révolutionnaires, problèmes particuliers tels que ceux de Grèce et d'Espagne, problème brûlant et transcendantal des occupations militaires, celui d'Amérique latine et celui des pays coloniaux.

Dans les documents d'information sur le *plenum* du C.E.I., on dit : « Après avoir considéré les problèmes relatifs à la préparation du prochain congrès mondial de la IV[e] Internationale, le C.E.I. a décidé de se préparer à le tenir en 1947 et il déclare ouverte la discussion préalable au congrès, sur la base de la résolution adoptée à la conférence d'avril 1946 et de la résolution supplémentaire relative au retrait des troupes d'occupation. » C'est tout.

Il semble que le C.E.I. n'a pas senti la nécessité de modifier la ligne de conduite suivie par le S.I. dans les trois Bulletins déjà mentionnés. « ...et déclare ouverte la discussion préalable au congrès... » Sans proposer aucun ordre de discussion, sans montrer aux sections qu'il convient qu'elles donnent immédiatement leurs initiatives pour que la discussion embrasse tous les problèmes existant dans l'Internationale ou introduits par les événements. « La base de la résolution adoptée à la conférence d'avril 1946, et la résolution complémentaire » adoptée par le *plenum* du C.E.I., sont loin de suffire aux nécessités de discussion existantes. C'est là continuer le chemin de la moindre préparation et de la moindre discussion. Au surplus, le C.E.I. ne s'est pas cru obligé non plus de dire quels groupes de chaque pays seront autorisés à participer à la discussion et seront convoqués au congrès, ni si celui-ci sera convoqué clandestinement, comme la préconférence, ou si l'on y aura recours à ce procédé qu'après que toutes les possibilités de le célébrer légalement dans quelque pays du monde aient été épuisées.

En un mot, le « Nous disions hier » est une conduite passive qui ne peut donner que de mauvais résultats. Il est nécessaire que l'Internationale réagisse, que les partis et groupes demandent une préparation soigneuse de la discussion, ainsi que la participation et la convocation des différents groupes trotskystes existant en beaucoup de pays ; qu'ils demandent aussi la tenue légale du congrès, et sa réunion seulement lorsque la discussion aura été complète sur tous les points. Sans cela, s'imposera à notre mouvement la pratique du laisser-faire qui, mécaniquement, favorise ceux qui ont l'appareil le plus fort.

Mexico, D.F., 4 août 1946.

VI. — Résolution du C.C. du R.C.P. de Hollande

Le C. C. du R.C.P. de Hollande :

1. Affirme la nécessité de lutter inconditionnellement pour l'indépendance totale de la République indonésienne :

a) Afin de diminuer les forces de l'impérialisme, en premier lieu celui des Pays-Bas ;

b) Pour soutenir la volonté nationaliste-révolutionnaire des masses indonésiennes comme une étape vers l'établissement de la révolution socialiste ;

2. Souligne la nécessité de lutter pour la défaite de sa propre bourgeoisie dans la guerre contre les masses indonésiennes :

a) Parce que la bourgeoisie hollandaise mène une guerre *réactionnaire* ;

b) Parce qu'une *défaite* de notre propre bourgeoisie offre les perspectives les plus favorables pour la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière néerlandaise ;

c) Parce qu'une *victoire* de la République indonésienne, qui ne peut se produire sans l'aide du prolétariat mondial, éclairerait les masses indonésiennes sur le caractère permanent de la révolution indonésienne, affaiblirait la position du gouvernement Shahrir, gouvernement conciliateur prêt à « collaborer » avec les impérialistes — c'est-à-dire à livrer les masses indonésiennes aux impérialistes — et enfin mettrait à l'ordre du jour la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan (dans le sens léniniste et non pas stalinien du terme) ;

3. Salue la lute de la classe otuvrière hollandaise pour la cause de la République indonésienne, lutte qui s'exprima dans des grèves de protestation massives les 24 et 25 septembre ;

4. Indique le danger de la politique plus « gauche » du parti communiste hollandais en ce qui concerne la question coloniale ; car elle n'a pour but que de limiter la combattivité et le mécontentement des ouvriers, des paysans pauvres et des soldats, et de les canaliser au profit de la bourgoisie. Le C.P.N. (parti communiste hollandais) voulant démontrer à la bourgeoisie que celle-ci n'est pas capable de gouverner sans l'aide des valets staliniens. En même temps, cette politique « gauche » est l'expression des zigzags du Kremlin qui veut contrecarrer, au moyen de ses partis à l'étranger, la politique antirusse des impérialistes. C'est la tâche du R.C.P. d'analyser exactement chaque louvoiement des staliniens afin d'éviter des désillusions à la classe ouvrière. Chaque tournant des staliniens à gauche a toujours été suivi par un tournant plus accentué à droite. Il en sera à nouveau ainsi.

Une semaine après que le bureau politique du P.C. eut exigé l'arrêt des envois de troupes en Indonésie par le gouvernement Beel, ce parti a modifié ses mots d'ordres ; il proclame maintenant : « A bas le gouvernement Beel », « Pour un gouvernement démocratique ». L'expression vague « gouvernement démocratique » signifie que le P.C. est prêt à accepter tout gouvernement, à condition qu'il y soit représenté. En conformité avec le mécontentement général actuel envers le gouvernement, notre mot d'ordre à nous doit être : « A bas le gouvernement Beel qui trompe ses électeurs ! Pour des élections immédiates ! Pour un gouvernement socialiste-communiste ! »

« Nous voulons un gouvernement de gauche », telle était la phrase qu'on entendait pendant la grève de protestation. Sans doute, un gouvernement du parti du travail et du P.C. trompera la classe ouvrière et continuera la guerre coloniale. Par suite de la formation d'un tel gouvernement, les masses ouvrières s'apercevront plus rapidement du rôle du parti du travail et du P.C., et entreront dans la voie révolutionnaire. La revendication « Pour un gouvernement socialiste-communiste » ne doit pas affaiblir notre propagande pour les actions extraparlementaires, et ne doit pas non plus être menée de telle manière qu'elle renforce les illusions parlementaires. Il nous faudra montrer constamment que le gouvernement Beel est illégal puisque chacune de ses mesures est dirigée contre la majorité de ses électeurs ;

5. Le mécontentement massif des soldats constitue un grand danger pour la bourgeoisie. Le pacifisme est une réaction typiquement petite bourgeoise. Menacée dans son existence, mais incapable de combiner la lutte des Indonésiens, des ouvriers, des paysans pauvres et des soldats, et de la développer jusqu'à une lutte commune contre l'impérialisme, la petite bourgeoisie préfère les désavantages individuels d'un refus du service militaire comme un moindre mal par rapport aux misères et aux risques de la vie de soldat. Ce n'est que de cette manière que nous pouvons expliquer les tendances pacifistes qui se montrent dans la propagande du C.P.N. et des groupes comme « De Vlam ». Le pacifisme désarme la classe ouvrière et, dans cette période de mécontentement massif des ouvriers et des soldats, il est plus que jamais une arme aux service de la bourgeoisie ;

6. Le fait que des ouvriers en uniforme se cachent en masse a des causes toutes différentes. Ce n'est une conséquence de la propagande pacifiste que dans la mesure où il indique le manque de direction révolutionnaire. Les fils d'ouvriers ne veulent pas lutter pour les impérialistes, ils cherchent une issue, et ils sont prêts à écouter la propagande pacifiste du C.P.N. parce que, pour le moment, on ne leur donne pas de perspec-